Concordia
UNIVERSITY

Public Relations Department
Tel: (514) 848-4880 Fax: (514) 848-2814 E-mail: pubrel@alcor.concordia.ca

Please Post

and circulate in your area

A message from Rector Frederick Lowy

DIALOGUE, NOT CONFRONTATION

In a recent message to the community, I stressed the principles that must govern interpersonal relations at the University, including interactions around political matters. These principles, which are enshrined in our own Code of Rights and Responsibilities, are: freedom of speech; the right to peaceful assembly; no violence; and no intimidation or harassment.

However, it has come to my attention that some isolated acts of harassment have indeed occurred recently and some students do feel intimidated on campus. We have been investigating and will continue to investigate these reports and will take appropriate action when needed. Any person at Concordia who believes herself or himself to be the subject of harassment, intimidation or violence is urged to take full advantage of the provisions of the Code of Rights and Responsibilities by contacting Ms. Sally Spilhaus at 848-4857.

Students, professors and staff have the right to pursue, unhindered, the activities for which they come to Concordia. The University will not hesitate to use all appropriate means, including legal ones, to deal with persons, groups of persons or associations that foment intimidation, harass or threaten others.

The current climate of confrontation involves people who have strong views about events in the Middle East. Concordia University does not take a position with respect to these events while recognizing that some students, professors and staff members do, as is their right.

Over the past few weeks, the University has sought to mediate between representatives of groups supporting both sides. We are renewing this effort by inviting campus groups to participate in an ongoing dialogue, assisted by a skilled mediator, in which the first goal will be to generate guidelines for the content of materials distributed by opposing groups on campus. I urge all interested individuals to support this process.

I wish to remind all concerned that one of the great advantages of the Concordia experience is the opportunity to interact with people from a variety of ethnic, religions, linguistic and age groups to a greater extent than at most universities. This will be excellent preparation for life in an increasingly interdependent world, provided these interactions are civil and if those with opposing views are treated with respect and tolerance. The objective is to further understanding and resolution rather than to posture for partisan gain. We all have a responsibility to help maintain this climate of mutual respect at Concordia.

Frederick Lowy
Rector and Vice-Chancellor

UNIVERSITÉ
Concordia

Service des relations publiques
Tél. : (514) 848-4880 Téléc.: (514) 848-2814 Courriel : pubrel@alcor.concordia.ca

Prière d'afficher
et de faire circuler

Message du recteur

L'UNIVERSITÉ PRÔNE LE DIALOGUE, NON LA CONFRONTATION

Dans un récent communiqué adressé à la communauté, j'ai souligné les règles à observer dans les relations interpersonnelles à l'Université, y compris lorsqu'il s'agit de questions politiques. Ces grands principes énoncés dans le Code des droits et des obligations de l'Université sont : la liberté d'expression, le droit à des assemblées pacifiques, la non-violence et l'absence d'intimidation ou de harcèlement.

En dépit de ces recommandations, j'ai été mis au fait de quelques cas isolés de harcèlement et suis conscient que certains étudiants se sentent intimidés dans l'enceinte de l'Université. Ces incidents ont fait l'objet d'un examen et nous nous engageons à poursuivre nos efforts de même qu'à prendre les mesures qui s'imposent. Toute personne qui s'estime victime de harcèlement, d'intimidation ou de violence à l'Université est priée instamment de communiquer avec M^{me} Sally Spilhaus, au (514) 848-4857, afin de faire respecter ses droits, tel que le stipule dans le Code des droits et des obligations.

Les étudiants, les professeurs et le personnel ont le droit de se consacrer à leurs activités sans entraves sur le campus. L'Université prendra donc les mesures qui s'imposent, y compris des moyens juridiques, contre toute personne, groupe ou association qui entretient un climat d'intimidation, de harcèlement ou de menaces.

Le climat de confrontation qui prévaut actuellement concerne des personnes qui ont des opinions arrêtées sur les événements au Moyen-Orient. L'Université n'a pas pour rôle de prendre position dans cette

question tout en sachant que certains étudiants, professeurs et membres du personnel affirment leur point de vue à cet égard, comme c'est leur droit.

Au cours des dernières semaines, l'Université a cherché à concilier les représentants des groupes qui appuient l'une et l'autre perspective. Nous renouvelons cette initiative en invitant les groupes sur le campus à prendre part, avec le concours d'un médiateur qualifié, à un dialogue continu qui a pour objectif d'établir des lignes directrices relativement au contenu de la documentation distribuée par les uns et les autres. Je demande instamment à toutes les personnes intéressées d'apporter leur appui à cet effort.

Je rappelle à toutes et à tous que l'une des grandes forces de l'Université Concordia tient à cette chance que l'on a, plus encore que dans la plupart des autres établissements, d'entrer en contact avec une diversité de groupes ethniques, religieux et linguistiques et avec des personnes de tous âges. Cette riche pluralité est un excellent moyen de se préparer à un monde de plus en plus interdépendant, à la condition toutefois que la civilité prédomine dans les rapports et que chacun soit traité avec respect et tolérance, quelle que soit sa vision des choses. L'objectif est bien de favoriser la compréhension des enjeux et la résolution des différends, et non de défendre âprement des intérêts partisans. Chacun des membres de notre communauté a la responsabilité de contribuer à maintenir ce climat de respect mutuel.

Frederick Lowy
Recteur et vice-chancelier